



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 412 – 3 septembre 2021

Régional

La BADEA accorde 137 M EUR de financement à l'Afrique de l'ouest

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a signé, le 30 août 2021, [quatre accords de prêts pour un montant total de 90 Mds FCFA \(137 M EUR\)](#) avec la Banque ouest africaine de développement (BOAD), le Cap Vert, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau. Avec la BOAD, l'accord porte sur un prêt de 50 M USD comme ligne de crédit pour le financement des entreprises et organismes privés dans la perspective de la reprise post-COVID-19. Pour le Cap-Vert, le prêt est à hauteur de 16,6 Mds USD et permettra de cofinancer l'aménagement et la valorisation de trois bassins versants dans les îles de Santiago, Santo Antao et Boavista, pour un coût total de 36 M USD. Pour la Côte d'Ivoire, le financement est à hauteur de 50,1 M USD, dédié à la construction et à l'équipement du Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo qui a un coût global estimé à 96,4 M USD. Pour la Guinée-Bissau, le prêt sera de 43,2 M USD et financera le projet de modernisation de la voirie de la ville de Bissau et ses environs, dont le coût global est de 48 M USD. Par ailleurs, la BADEA a signé avec Smart Africa un accord d'assistance technique de 95 000 USD pour financer une étude faisabilité du Projet "One Africa Network" qui a pour objectif final de réduire le coût des services d'itinérance (roaming) et de communication internationale en Afrique.

LE CHIFFRE À RETENIR

8,1 Millions

Le nombre de personnes ayant
besoin d'assistance alimentaire
dans l'UEMOA

Démarrage des travaux du projet de lutte contre l'érosion côtière au Togo et au Bénin en octobre prochain

Dans le cadre du projet d'investissement et de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), une étude d'impact environnemental et social a été réalisée pour le sous-segment Gbodjomé-Sanvi Kondji et a fait l'objet d'une validation lors d'un atelier le 23 août 2021. Celle-ci a permis de baliser la voie [au démarrage effectif des travaux prévus en octobre 2021](#). Pour rappel, ce projet a bénéficié [d'un financement additionnel de 36 M USD l'Association internationale de développement \(IDA\) en juin 2021](#). Les travaux se tiendront dans les localités de Sanvi Kondji au Bénin et de Gbodjomé au Togo et comprendront notamment (i) le remplissage des bras de lagunes abandonnés, (ii) l'installation d'un rechargement de mètres cube de sable et (iii) la construction de pistes cyclables et parkings.

8,1 M de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire dans l'UEMOA

Selon [un rapport publié](#) par le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), 8,1 M de personnes auraient été en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence sur la période s'étalant de juin à août 2021, contre 5,7 M de personnes sur la même période l'année précédente. En outre, 22,9 M de personnes supplémentaires sont en situation de pression alimentaire et pourraient basculer en situation de crise si une stratégie de riposte n'est pas mise en place. L'insécurité civile est l'un des principaux facteurs engendrant cette situation, provoquant par ailleurs un nombre important de personnes déplacées internes (1,1 M au Burkina Faso), ainsi que la fermeture de nombreux centres de santé et d'écoles. Dans le détail, le Burkina Faso (2,9 M de personnes), le Niger (2,3 M de personnes) et le Mali (1,3 M de personnes) sont les pays qui connaissent le nombre le plus élevé de personnes ayant besoin d'assistance alimentaire d'urgence.

🇸🇵 Bénin

Bilan des performances agricoles de l'année 2020

Selon le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), [les productions agricoles ont globalement progressé lors de la dernière campagne](#). En effet, malgré les mauvaises conditions climatiques observées en 2020, il en ressort un accroissement (i) de la production céréalière de 1,2% à 2,2 M tonnes ; (ii) de la production cotonnière de 2,3% à 731 K tonnes, permettant au pays de conserver son rang de 1^{er} producteur en Afrique de l'Ouest ; (iii) de la production d'anacarde de 6% à 137,9 K Tonnes et (iv) de celle de l'ananas de 3,6% à 363 K tonnes. Toutefois, il est à noter une stagnation de la production des légumineuses à 586,5 tonnes tandis que les productions des racines et tubercules ont baissé de 7,3% à 7,4 M tonnes.

🇸🇵 Burkina Faso

La Chine et EBOMAF en lice pour le tronçon Ouagadougou-Bobo-Dioulasso

[Au cours du Conseil conjoint du gouvernement de la 9e conférence](#) au sommet du Traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, tenu du 24 au 27 juillet 2021, les autorités burkinabè ont annoncé que les études pour la réalisation du tronçon de 333 km Ouagadougou-Bobo-Dioulasso étaient achevées, financées par le budget de l'État à hauteur de 2,7 Mds FCFA (4 M EUR), et qu'une requête pour le financement des travaux avait été adressée à la Chine. Par ailleurs, le Groupe burkinabè EBOMAF aurait manifesté son intérêt pour la réalisation du tronçon Ouagadougou-Koudougou, long de 110 km. Enfin, sur le tronçon Bobo-Dioulasso-Banfora-frontière Côte d'Ivoire (200km), les études sont en cours de finalisation, financées par la Commission de l'UEMOA à hauteur de 1,2 Md FCFA (2 M EUR).

🇸🇵 Cap-Vert

Le déficit de la balance commerciale se creuse au 2^{ème} trimestre 2021 en g.a.

[Selon l'Institut national de la statistique](#) (INE), le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 24,7% au 2^{ème} trimestre 2021 en glissement annuel (g.a.) pour s'établir à 16,8 M CVE (152 K EUR). Si la progression des exportations (+44,3% en g.a.) est plus importante que celle des importations (+25,9% en g.a.), les premières demeurent à un niveau relativement faible (1,3 M CVE, soit 11,8 K EUR) comparé aux importations (18,1 M CVE, soit 164,1 K EUR). Les principaux clients du pays au 2^{ème} trimestre 2021 sont l'Espagne (70% du total des exportations), le Portugal (14,4%) et les États-Unis (8,8%) tandis que ses principaux fournisseurs sont le Portugal (43,4% du total des importations), la Chine (10,4%) et l'Espagne (6,9%). Enfin, les principaux produits exportés sont : les préparations et conserves (71,3% des exportations) ; les

vêtements (7,4%) et les poissons, mollusques et crustacés (6,8%). Du côté des importations, on retrouve : les produits pétroliers (11,8% des importations) ; les réacteurs et chaudières (8,8%) et les machines et moteurs (8,6%).

📍 Côte d'Ivoire

Découverte majeure d'un gisement d'hydrocarbures

Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie a annoncé, dans un communiqué, le 1er septembre 2021, [la découverte d'un important gisement d'hydrocarbures dans le bloc CI-101 en eaux profondes par la compagnie pétrolière italienne ENI](#). Le bloc CI-101 est détenu à 90% par ENI et à 10% sont par la Société nationale d'opération pétrolière de Côte d'Ivoire (PETROCI). Le potentiel de la découverte peut être estimé à titre préliminaire entre 1,5 et 2 Mds de barils de pétrole brut d'une part et entre 1 800 et 2 400 Mds pieds cubes de gaz associé. La société pétrolière a annoncé que des études seront entamées pour un développement accéléré du gisement. Cette découverte viendrait ainsi accroître fortement les réserves prouvées de la Côte d'Ivoire.

Livraison des infrastructures complémentaires à la réhabilitation de la route du Nord

[Une cérémonie de livraison d'infrastructures](#) réalisées dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D) a eu lieu le 29 août 2021 dans le département de Niakara. Ces différents travaux sont connexes au projet de réhabilitation de la Route du Nord, sur la section Bouaké-Ferkessédougou, longue de 220 km. Un marché devrait permettre aux vendeuses opérant au carrefour de Kanawolo de travailler dans des meilleures conditions de sécurité. Les forces de polices ont quant à elles reçu un corridor moderne et un parking sur la nationale A3. Enfin, dans les villages alentours, des forages hydrauliques, des pompes villageoises, des centres de santé et des écoles

primaires ont également été construits. Pour rappel, la Côte d'Ivoire et la France ont signé le 1^{er} C2D de 630 M EUR en décembre 2012 pour une période de trois ans et le 2^{ème} de 1 125 M EUR signé en décembre 2014 pour la période 2015-2020. Les négociations pour le 3^e C2D sont en cours.

📍 Gambie

FAR Oil prévoit de lancer le forage d'un puits pétrolier au 4^e trimestre 2021

Après avoir vendu ses intérêts au Sénégal, la société australienne [FAR Oil prévoit de lancer ses activités de forage sur le puits pétrolier Bambo-1 en Gambie](#) fin octobre 2021. Le coût total du projet est estimé à 51 M USD, dont la part de FAR serait de 25,5 M USD, avec déjà 6,5 M USD investis à ce jour. FAR détient une participation de 50%, tandis que la compagnie nationale malaysienne Petronas détient les 50% restants. Le puit Bambo-1 disposerait d'une ressource potentielle totale estimée à 1,1 Md barils.

📍 Guinée

Adoption de la LFR 2021

L'Assemblée nationale [a adopté](#), le 2 septembre 2021, le projet de Loi de finances rectificative (LFR) 2021. Les dépenses ont été revues à la hausse (+5,7%) à 29 319 Mds GNF (2,5 Mds EUR), en raison notamment du recrutement de 1 500 fonctionnaires de police et de protection civile, de l'augmentation des salaires des magistrats et de la prise en charge des primes d'incitation des enseignants. De même, les recettes sont également revues à la hausse (+9,7%) à 25 784 Mds GNF (2,2 Mds EUR), faisant ainsi passer le taux de pression fiscale à 14,1%, contre 13% dans la Loi de finances initiale. Au niveau des hypothèses macroéconomiques, le taux de croissance du pays a été légèrement revu à la baisse, passant de 5,5% à 5,2% tandis que le taux d'inflation moyen est projeté à 10,9%, contre 8% initialement.

Baisse de la production de bauxite et d'aluminium au 2^{ème} trimestre en g.a.

Selon [le bulletin des statistiques minières du 2^{ème} trimestre 2021](#), les productions de bauxite et d'alumine ont enregistré un déclin, respectivement de 5,5% et 12,2% par rapport au même trimestre de l'année précédente. En revanche, si les exportations d'alumine ont également diminué (-25,6% en g.a.), celles de la bauxite ont augmenté (+19% en g.a.). Enfin, la production d'or et de diamant a connu un regain de 8,2% en g.a. au 2nd trimestre 2021, mais les exportations du secteur ont diminué de 4,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

Guinée-Bissau

Don de 100 000 doses de vaccins Sinopharm par la Chine

Dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux Etats, [la Chine a offert 100 000 doses de vaccins Sinopharm](#) à la Guinée-Bissau. Ces doses aideront le pays à atteindre ses objectifs de vaccination. A la date du 23 août 2021, environ 1,5% de la population avait reçu au moins une dose de vaccin anti COVID-19.

Libéria

Lancement d'un programme de soutien en faveur des fonctionnaires

Le 13 août 2021, le Ministère des Finances et de la Planification du Développement (MFDP), GT Bank et Ecobank [ont lancé le programme national](#) "Legal Power Attorney" (LPA) visant à soutenir les fonctionnaires employés par le MFDP, le Ministère des Affaires Etrangères et l'Agence de la fonction publique. Le but de ce programme est d'améliorer les conditions de vie des fonctionnaires à travers la mise à disposition de produits, dans les centres commerciaux et en lien avec divers fournisseurs, dont le règlement sera différé à la fin du mois à travers une

déduction sur salaire. A cette fin, l'Etat s'est porté garant du bon versement des salaires dans la fonction publique. Cette initiative devrait contribuer à résoudre les problèmes de temporalité des fonctionnaires les plus démunis.

Mali

La BDM double son capital social

Le Conseil d'administration de la Banque de développement du Mali (BDM) [aurait annoncé](#), en marge de sa 73^{ème} session, que le capital social de la banque publique allait passer de 25 à 50 Mds FCFA (de 38,1 M EUR à 76,2 M EUR), faisant d'elle la 2^{ème} banque la plus capitalisée de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Cette augmentation du capital traduit les ambitions et les bons indicateurs de performance de la BDM-SA (Total bilan de 1,4 Md EUR et bénéfice net de 20,5 M EUR en 2019), qui avait été désignée "meilleure banque régionale en Afrique de l'Ouest" le 23 juin 2021.

Mauritanie

Signature d'un nouvel accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie

Dans [un communiqué](#), les autorités mauritaniennes et l'Union Européenne (UE) ont annoncé avoir conclu les négociations pour le renouvellement de l'accord de pêche bilatéral sur la pêche durable. Ce nouvel accord, d'une durée de 5 ans avec une clause de révision avant la troisième année d'application, remplace celui en vigueur depuis 2008 et vise à renforcer le partenariat entre le pays et l'UE. Le protocole prévoit l'accès de la flotte européenne aux eaux mauritaniennes pour la pêche de crustacés, de poissons démersaux, du thon et des petits pélagiques à hauteur de 290 000 tonnes par an. En échange, en plus des captures payées par les pêcheurs européens, l'UE consacrera 57,5 M EUR par an à ce partenariat durant les premières années. Par ailleurs, 16,5 M EUR étalés sur toute la durée du protocole s'ajouteront afin

d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie nationale mauritanienne pour le secteur.

🍷 Sénégal

Taxe de 12% pour les importateurs non à jour de leurs obligations fiscales

L'administration fiscale sénégalaise a annoncé la mise en application, à compter du 1^{er} septembre 2021, du prélèvement de conformité fiscale (Pcf) institué par la loi n°2019-17 portant loi de finances 2020. La nouvelle taxe de 12% sera appliquée sur les importations effectuées par les personnes (physiques ou morales) qui ne sont pas en règle avec leurs obligations de déclarations ou de paiement d'impôts et taxes. Selon [le communiqué](#) de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID), ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale et vise à favoriser l'équité fiscale entre les opérateurs économiques et à promouvoir le civisme fiscal.

Des mesures pour lutter contre la hausse des prix

Le Sénégal est confronté depuis quelques semaines à une [hausse des prix de plusieurs denrées de première nécessité](#), notamment du sucre et de l'huile végétale, liée entre autres à l'augmentation croissante des cours mondiaux, au redressement de l'offre mondiale et à la forte augmentation des coûts du fret et de la logistique. Face à cette situation, le Conseil national de consommation, qui s'est réuni le 31 août 2021, a proposé [plusieurs mesures telles que](#) : la réduction de la taxe d'ajustement à l'importation pour l'huile (de 10% à 5%), le maintien de la TVA sur le riz à 0% et la suspension des droits de douanes sur le blé. Concernant le sucre, le Gouvernement a décrété la suspension de la taxe conjoncturelle à l'importation (TCI) pour 45 jours afin d'assurer l'approvisionnement correct du marché.

62 Mds FCFA de pertes de récolte par an dues à l'aflatoxine

Selon une [étude menée par le Centre anti poison du CHU de Fann à Dakar](#), l'Etat du Sénégal perd chaque année 62 Mds FCFA (94,5 M EUR) en raison de la contamination des aliments par l'aflatoxine. Fortement cancérigène, celle-ci se retrouve dans les produits agricoles, particulièrement l'arachide et le maïs, mais également dans la terre. Grâce à un projet générateur de données scientifiques, soutenu par la FAO et l'organisation des nations unies, le gouvernement a pu identifier les zones à forte exposition (notamment le bassin arachidier) et élaborer un guide de bonnes pratiques avec l'établissement de limites maximales autorisées de la teneur en aflatoxine dans les arachides.

🍷 Sierra Leone

Inflation à +10,5% en g.a. en juillet 2021

[Le taux d'inflation en Sierra Leone s'est établi à +10,5% en glissement annuel \(g.a.\) en juillet 2021](#), contre +10,2% en g.a. le mois précédent. L'inflation a notamment été portée par les prix de l'alcool et du tabac (+19,5% en g.a.), des produits alimentaires (+15,4% en g.a.) et ceux des logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+8,75% en g.a.). Pour rappel, le taux d'inflation moyen pour l'ensemble de l'année 2021 est projeté à +15,5% par le FMI.

🍷 Togo

Adhésion au Cadre inclusif sur le BEPS pour lutter contre l'évasion fiscale

[Le Togo a adhéré au cadre inclusif de l'OCDE/G20 relatif au projet d'Érosion de base d'imposition et de transfert de bénéfice \(BEPS\)](#) et en devient le 140^{ème} [membre](#) (et le 9^{ème} pays d'Afrique de l'Ouest). Par cette adhésion, le Togo s'engage à participer à la mise en œuvre des [15 mesures](#) visant à lutter contre l'évasion fiscale, à améliorer la cohérence des règles fiscales

internationales et à assurer un environnement fiscal plus transparent. Aussi, il s'est engagé à relever les défis fiscaux posés par la numérisation de l'économie en rejoignant le plan à deux piliers : le 1^{er} pilier vise à garantir une répartition plus équitable des bénéfices et des droits d'imposition entre pays concernant les grandes entreprises multinationales (y compris celles du numérique) et le second entend encadrer la concurrence fiscale en matière d'impôt sur les bénéfices des sociétés en introduisant un impôt minimum mondial. L'accord, dont certains termes sont encore en négociation, sera finalisé en octobre 2021, avec une mise en œuvre prévue pour 2023.

Création d'un comité de suivi pour le remboursement des fonds collectés par des structures non-légales

Le gouvernement togolais a mis en place, par arrêté, [un comité chargé du suivi des](#)

[remboursements des fonds collectés par les structures exerçant illégalement les activités monétaires et financières](#). Dans les détails, ce comité devrait organiser des rencontres avec les responsables des structures concernées, effectuer des missions de vérification de ces structures, évaluer leur situation financière et leur patrimoine, et arrêter les modalités de remboursement des fonds collectés. Il sera présidé par le Secrétaire général du ministère de l'Economie et des finances et composé des représentants de la Direction générale des études et analyses économiques, de la direction générale du trésor et de la comptabilité publique, de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), de l'Inspection générale des finances, de la cellule d'appui et de suivi des institutions de microfinance, d'épargne et de crédit (CAS-IMEC), et de la Cellule juridique du ministère de l'Economie et des finances.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international